

SOMMAIRE

Une : Droits et libertés – Orga et Vie syndicale / **p.2** Colloque international des Industries et Services de santé / **p.3** Plafonner le prix des carburants maintenant ! / **p.4** Tract : "Pour une indépendance énergétique : reprenons le contrôle de nos outils de production !"

L'agenda

21 avril :

CEF

22 avril :

Réunion à Montreuil des DSC/RS au CESC/Comité de Groupe/Comité européen

23 avril :

Webinaire "Intelligence artificielle : impacts sur l'emploi et les représentants du personnel".

Pour vous inscrire en ligne, flashez le QR CODE ci-contre



Réunions de branches

16/04 **Officines** : CPNEFP

16/04 **Plasturgie** : CMPPNI

16/04 **Chimie** : CPPNI

28/04 **Industrie Pharma** : CPNEIS

29/04 **Caoutchouc** : CPNEFP

06/05 **Répartition Pharma** : CPPNI

12/05 **Industrie Pharma** : CPPNI

Collectifs régionaux

16/04 **Ile de France** : Montreuil FD

16/04 **Normandie** : UL Lillebonne

17/04 **Picardie** : Compiègne

17/04 **Rhône Alpes** : BT Lyon

24/04 **Bourgogne** : Dijon

24/04 **Grand Est** - UD Metz

27/04 **Grand Est** - UD Reims

29/04 **Nouvelle Aquitaine** : UD T7

29/04 **Poitou-Charentes** - UD Lagord

07/05 **Pays-de-la-Loire** : UD Le Mans

Droits et libertés

Contre l'attaque bourgeoise sur les arrêts maladie : défendons la protection des travailleurs !

Le Parlement bourgeois vient d'adopter une mesure odieuse : les contrôles patronaux deviennent opposables à la Sécurité sociale, permettant de couper nos indemnités journalières si l'arrêt maladie est jugé « non justifié ». Une preuve supplémentaire que le profit capitaliste prime sur la santé des prolétaires.

Comment cela fonctionne :

- **Convocation** : l'exploiteur mandate un médecin pour nous convoquer.
- **Visite obligatoire** : nous devons nous y rendre, sous peine de sanctions.
- **Rapport médical** : le médecin décide si notre arrêt est « justifié » ou « non justifié ».
- **Suspension automatique** : en cas de « non-justification », les indemnités Sécu sont coupées.
- **Recours possible** : un réexamen par la CPAM, mais seulement après la perte des indemnités.

Désormais, nos patrons prétendent juger si notre souffrance est « légitime ». Le médecin, mandaté et payé par l'exploiteur, peut suspendre nos droits : la santé devient l'instrument de la domination de classe.

Sous la logique patronale, le médecin n'est plus garant de la santé mais de la productivité. Quand celui qui exploite finance l'expertise médicale, toute neutralité disparaît : c'est l'exploiteur qui gouverne nos corps.

Les députés bourgeois, serviteurs des intérêts capitalistes, votent pour affaiblir la protection sociale et enrichir leurs maîtres. Ils invoquent la « lutte contre les arrêts injustifiés » pour masquer leur véritable objectif : confisquer la richesse produite par nos mains.

Le droit de recours est une illusion, il faut d'abord subir la privation, puis mener bataille pour récupérer ce qui nous est dû. La présomption de culpabilité remplace la solidarité.

Organisons-nous, mobilisons-nous, renversons le capitalisme !



Cuba résiste, mais la situation est critique.

La solidarité internationale et la pression politique sont plus que jamais nécessaires pour éviter un drame humanitaire et une intervention militaire.

Depuis janvier 2026, Donald Trump a intensifié le blocus américain contre Cuba, en bloquant notamment l'arrivée du pétrole, accentuant la crise énergétique, économique, sociale et humanitaire qui, peu à peu, asphyxie Cuba. Sans approvisionnement énergétique suffisant, les infrastructures vitales sont directement menacées : hôpitaux, distribution d'eau, chaînes alimentaires, transports et secours. Le coordinateur onusien Francisco Pichon souligne que l'objectif immédiat est de « sauver des vies ».

Face à cette urgence, la CGT lance une campagne de solidarité en lien avec ses partenaires cubains, avec un objectif concret : déployer des kits solaires pour soulager le réseau électrique et améliorer les conditions de vie.

Chaque contribution compte. Solidarité avec le peuple cubain.

Pour faire un don directement en ligne :

<https://www.helloasso.com/associations/federation-nationale-des-industries-chimiques-cgt/formulaires/2>

ou par chèque à l'ordre : FNIC-CGT

Au dos du chèque, indiquer : Solidarité Cuba

Adresse d'envoi :

FNIC-CGT-263, rue de Paris-Case 429-93514 Montreuil Cedex.

Actualité fédérale

COLLOQUE

INDUSTRIES & SERVICES DE SANTÉ

Le colloque International des Industries et Services de santé a réuni près de 150 Camarades de nos 11 branches, à Guéthary, du 31 mars au 3 avril.

Nous avons eu le plaisir d'accueillir deux Camarades Palestiniens, 2 Camarades du Sénégal, 2 Camarades de Belgique et 1 Camarade du Maroc. Malheureusement, bon nombre d'entre eux (Cuba, Liban, Inde, Bangladesh, etc.) n'ont pas pu faire le déplacement du fait de la situation internationale.

Les Camarades internationaux ont pu nous faire part de la situation dans leurs pays, aussi bien au niveau du service de santé, que de la situation géopolitique. Ce fut un grand moment de solidarité internationale, notamment avec la délégation palestinienne qui a su nous faire part des souffrances dues au colonialisme de l'État sioniste, mais aussi de son courage pour lutter contre cet impérialisme fasciste et pouvoir espérer vivre en paix sur sa terre.

Durant ces trois jours de colloque, nous avons échangé, débattu, tant sur les salaires, les classifications, les conditions de travail, que sur l'intelligence artificielle, la financiarisation du médicament et de la santé en général, les gains de productivité. Ces débats nous ont apporté des réponses et nous appellent à construire des revendications et de la propagande fédérale.

Les débats ont démontré, s'il le fallait, que nos industries et services de santé étaient tous soumis aux règles capitalistes, soumis aux gains de productivité à outrance pour toujours plus de rentabilité, de profits pour les requins que sont les capitalistes, au détriment des travailleurs, et des patients.

A l'opposé du système capitaliste, ces gains de productivité doivent servir les travailleurs pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, une meilleure prise en charge des patients, la mise en place du 100 % Sécu.

Deux Camarades de la Fédération des organismes sociaux nous ont présenté la revendication du 100 % Sécu. Revendication qui n'est ni plus ni moins qu'un retour à l'origine de la mise en place de la Sécurité sociale de 1945 par notre Camarade Ambroise Croizat. Par leurs présentations et échanges, ils ont démontré que la seule volonté du gouvernement et du patronat est de récupérer le budget de 690 milliards € de la protection sociale pour le donner au privé.

Dans la continuité de nos échanges, la compagnie AdHoc est venue nous présenter une pièce de théâtre « URGENCE » sur le mal être des personnels soignants qui reflète les attaques constantes sur le modèle révolutionnaire qu'est notre Sécurité sociale.

S'il fallait résumer ce colloque, faisons nôtre la citation d'Ambroise Croizat :

« Jamais nous ne tolérerons que soit renié un seul des avantages de la sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès ».



Plafonner le prix des carburants maintenant !

Contrôle du raffinage et de la distribution.

Depuis 1 mois, les prix à la pompe ont explosé, mettant en grande difficulté beaucoup de travailleuses et de travailleurs qui ont besoin de leur véhicule pour se rendre au travail ou pour travailler, à l'instar des aides à domicile.

Cette flambée des prix est sans commune mesure avec la réalité de l'approvisionnement. Les produits distribués ont été fabriqués avec du pétrole acheté bien en dessous des 100 ou 120 dollars de ces derniers jours. Il est évident également qu'il n'y a pas de pénurie, juste des « couacs » en matière de logistique du fait de la désorganisation causée par la surconsommation « préventive ». On en veut pour preuve que les sorties de gros dépôts, comme celui de Total à Dunkerque, n'ont pas augmenté alors que certaines stations dans la région sont en pénurie pour certains produits. De là à penser que TotalEnergies organise la pénurie pour justifier les hausses de prix...



Et cette hausse, qui n'est donc que spéculative, profite en grande partie à des sociétés comme Total, qui sont déjà riches à milliards. Avant la crise, le prix d'1 litre de « sans plomb 95 », hors toutes taxes, était de 0,57 euro (pour un prix affiché à 1,6 euro). Aujourd'hui pour un prix de 2 euros, le prix hors toutes taxes est de 0,90 euro. Donc, sur les 40 centimes d'augmentation, 33 centimes vont dans la poche des pétroliers et des distributeurs !

Des solutions existent pour empêcher qu'au moindre problème géopolitique, les prix s'envolent et mettent les gens en grande difficulté :

- ➔ **PLAFONNER** les prix comme c'est le cas dans de nombreux pays européens.
- ➔ **RÉDUIRE** le taux de TVA.
- ➔ **NATIONALISER** la fabrication et l'approvisionnement en produits pétroliers afin d'arrêter de dilapider des sommes astronomiques en bourse et d'engraisser des actionnaires.



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT
CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) . FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LBM (0959) . PÉTROLE (1388) . CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

POUR UNE INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE :

REPRENONS LE CONTRÔLE DE NOS OUTILS DE PRODUCTION



A lors que le conflit opposant les Etats-Unis et Israël à l'Iran se prolonge, l'espoir d'une baisse des prix des carburants s'éloigne une fois de plus. Après l'échec des négociations de paix à Islamabad, les provocations de Donald TRUMP envers le gouvernement radical de la République Islamique d'Iran ont entraîné une nouvelle flambée des prix du pétrole. Cette situation rappelle que seule la paix, condition indispensable pour protéger les populations aujourd'hui sous les bombes, permettra également la stabilisation économique à l'échelle internationale, dont la France reste fortement dépendante.

Lorsqu'on évoque le pétrole, on pense d'abord aux carburants. Pourtant, « l'or noir » couvre plus de 30 % de nos besoins énergétiques. Au-delà de son rôle dans les transports (voitures, camions et avions) et le chauffage domestique, il est indispensable à l'industrie pétrochimique : il entre dans la fabrication de 99 % des plastiques, mais aussi des peintures, cosmétiques, médicaments, et bien d'autres produits du quotidien.

La hausse des prix du brut entraîne donc mécaniquement une augmentation en chaîne des produits dérivés du pétrole. Ainsi, à la suite d'une inflation énergétique de 7 % liée au conflit Moyen-Orient, l'inflation des prix à la consommation a fortement progressé, passant de 0,9 % à 1,7 %.

Cette situation résulte en grande partie de la spéculation autour du pétrole, notamment de la part des raffineurs. Pour y remédier, la CGT revendique la nationalisation de nos outils de production (raffineries, industries pétrochimiques) afin de garantir notre souveraineté énergétique. Elle propose également une régulation des prix, comme le plafonnement des prix à la pompe, ainsi qu'une indexation des salaires sur l'inflation, afin de préserver le pouvoir d'achat des travailleurs.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer les conséquences des guerres que se font les impérialistes pour toujours plus de profits, au détriment des peuples.

Depuis de nombreuses années, à cause d'une inflation galopante, les augmentations de salaires ne compensent pas les augmentations du coût de la vie.

ARRÊTONS DE SUBIR !

N'attendons pas une hypothétique baisse du pétrole. Même si le prix du baril baisse, celui des produits dérivés, lui, ne baissera pas !

Exigeons dès maintenant la réouverture des négociations de salaires dans toutes nos entreprises !